



Commune de Sarrians
REPUBLIQUE FRANCAISE

POLICE MUNICIPALE
Occupation du domaine public
Réglementation temporaire

ARRETE MUNICIPAL N° 36/PPM/2023

ARRETÉ : marché de printemps de l'association paroissiale sur le parking de la place Jean Jaurès, au niveau de l'office de tourisme le samedi 10 juin 2023

Réglémentant provisoirement le stationnement et l'occupation du domaine public parking Jean Jaurès, situé en agglomération de Sarrians.

LE MAIRE de la VILLE de Sarrians,

VU la Loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée et complétée par les lois n° 82-623 du 22 juillet 1982 et n°83-1186 du 29 décembre 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2-5, L2213-2 et L2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R411-1, R417-10,

VU le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - partie 8- signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

VU l'article L-511-1 du Code de la Sécurité Intérieure,

VU la demande présentée par Madame TELLENE Mireille,

CONSIDERANT qu'il incombe à l'autorité détentrice du pouvoir de police de circulation de veiller à la sécurité des usagers, à la commodité de l'utilisation de la voie publique et à la protection de l'environnement et de la tranquillité publique,

sur proposition de Monsieur le responsable du service de Police Municipale de la Mairie de Sarrians,

- **ARRETE** -

ARTICLE 1 : *Mme TELLENE Mireille est autorisée à occuper le domaine public pour y installer des stands, sur le parking place Jean Jaurès, au niveau de l'office du tourisme, afin d'y organiser son marché de printemps.*

ARTICLE 2 : *La présente autorisation est accordée à titre précaire et révoicable pour la journée du **samedi 10 juin 2023 de 07h00 à 13h00.***

ARTICLE 3 : Les Services Techniques et Mme TELLENE sont responsables de la mise en place d'une signalisation temporaire, ainsi que de l'affichage du présent arrêté sur des barrières.

ARTICLE 4 : Le demandeur veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état au frais exclusifs du permissionnaire.

ARTICLE 5 : Tout contrevenant aux dispositions précitées pourra être verbalisé selon les dispositions du Code de la Route et du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Sarrians, Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Beaumes de Venise, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale, Monsieur le Responsable des Services Techniques Municipaux, le demandeur seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sarrians
Le 10 mai 2023

Le Maire
Anne Marie BARDET



Notifié le : 16/05/23
Certifié exécutoire suite publication le : 16/05/23

Mis en ligne le : 16/05/23

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.